

Questions orales

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

LA LISTE DE TOUS LES ENTREPÔTS DE BPC—LA DISPONIBILITÉ
AUX DÉPUTÉS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement.

Le gouvernement a promis une liste des entrepôts de BPC pour toutes les circonscriptions, pour tous les députés du Canada. Les Canadiens veulent savoir s'il existe des entrepôts de BPC dans leur circonscription, dans leur région, dans leur coin.

Or, nous partons ce soir. Le gouvernement va-t-il fournir cette liste à tous les députés avant de partir ce soir? Si non, pourquoi pas?

[Traduction]

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je crois avoir déjà expliqué, mais autrement j'en profite pour le faire maintenant, qu'un groupe d'étude fédéral fait l'inventaire de tous les sites d'entreposage des BPC situés sur les terres fédérales ou relevant du gouvernement fédéral. Nous collaborons avec les provinces pour nous assurer que le répertoire national des installations d'entreposage des BCP relevant des provinces soit aussi complet que possible.

J'espère rencontrer mes homologues provinciaux dans quelques jours, sûrement avant une semaine, pour m'assurer qu'aucune installation n'a été oubliée. Je ne peux parler qu'en mon nom personnel, mais je prévois que, dans le cadre du programme de gestion conjointe des BPC au Canada, le Conseil des ministres des ressources naturelles et de l'environnement décidera quelle forme prendra la publication de ce répertoire et à quelle date il sera publié.

● (1440)

LA LISTE DES LIEUX D'ENTREPOSAGE

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, quand le chef de mon parti a posé la question la semaine dernière, on lui a répondu que nous aurions la liste avant la fin de la semaine. J'ai reposé la question au début de la semaine. On m'a répondu qu'il y avait bel et bien une liste. Le ministre du Travail, qui remplaçait le ministre de l'Environnement, fait signe que oui, et cette réponse est consignée dans le hansard.

Y a-t-il bel et bien une liste? Est-elle en préparation? Les fonctionnaires sont-ils en train de recenser les lieux d'entreposage de BPC? Va-t-on nous communiquer cette liste? Pourquoi ces atermoiements? Les Canadiens veulent savoir. C'est important.

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, il est facile de savoir quand le NPD n'a pas de politique en matière d'environnement, il donne dans l'exagération.

Je tiens à préciser que nous n'avons pas décidé de dresser une liste à cause des événements que l'on sait. Le gouvernement fédéral tenait déjà une liste régulièrement mise à jour au

moyen d'enquêtes. Néanmoins, à cause de l'intérêt que suscite cette question, nous collaborons avec les provinces au recensement de tous les lieux d'entreposage.

Cette liste servait jusqu'ici à des fins de gestion interne. Nous allons veiller à ce qu'elle soit aussi à jour et complète que possible. Elle sera rendue publique par le gouvernement fédéral et les provinces par l'intermédiaire sans doute du Conseil des ministres des ressources naturelles et de l'environnement. Je n'ai vraiment rien à ajouter.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LES SALAIRES DES TRAVAILLEURS DU CHANTIER NAVAL DE
HALIFAX

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État responsable du Conseil du Trésor. Le ministre est au courant de ce qui se passe actuellement à la base des forces armées de Halifax, dans les services de réparation de navires, où l'on réclame la parité de salaire entre la côte est et la côte ouest.

Le ministre a-t-il eu l'occasion d'examiner la situation? Peut-il nous dire quelle est l'intention du gouvernement à propos de la parité salariale et s'il est disposé à faire quelque chose à ce sujet?

L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor)): Monsieur le Président, on en a discuté avec des députés à la suite de la période des questions d'hier. Nous avons vérifié et nous avons constaté que nous avons déjà demandé officiellement un médiateur. Nous sommes en faveur du recours à un médiateur qui peut vérifier la différence de salaire entre la côte est et la côte ouest. Sauf erreur, la Commission des relations de travail dans la Fonction publique sera en mesure d'en nommer un très bientôt.

* * *

LE CABINET

LA NATIONAL CITIZENS COALITION—L'ANNONCE DE LA REMISE
D'UN PRIX AU MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, la question que je pose au vice-premier ministre a trait à l'intégrité des lignes directrices actuelles et envisagées dont la Chambre est maintenant saisie en matière de conflits d'intérêt.

Le vice-premier ministre sait sans doute qu'un groupe de lobbyistes d'extrême droite du nom de *National Citizens' Coalition*, dont la raison d'être est d'influencer autant que possible la politique du gouvernement dans toutes sortes de domaines, a décidé de remettre au ministre du Commerce extérieur un prix de 10 000 \$. Le ministre intéressé a fait savoir qu'il avait l'intention de toucher son prix le 18 octobre.